



HAL
open science

Discours et pratiques militants au coeur des controverses environnementales : une tension entre stratégie et tactique

François Allard-Huver

► **To cite this version:**

François Allard-Huver. Discours et pratiques militants au coeur des controverses environnementales : une tension entre stratégie et tactique. Colloque international Les paroles militantes dans les controverses environnementales : constructions, légitimations, limites, Centre de recherche sur les médiations (Crem, Université de Lorraine), Nov 2017, Metz, France. pp.291-306. hal-02091971

HAL Id: hal-02091971

<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-02091971v1>

Submitted on 31 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

François Allard-Huver
Centre de recherche sur les médiations
Université de Lorraine
F-54000
francois.allard-huver@univ-lorraine.fr

Discours et pratiques militants au cœur des controverses environnementales : une tension entre stratégie et tactique

Résumé. — Au travers de l'analyse de deux controverses environnementales complexes – les nouvelles techniques de production des plantes (NPBT) et l'huile de palme –, cet article interroge les *discours* et les *pratiques* des militants. Ce travail s'appuie sur le cadre analytique fourni par Michel de Certeau dans *L'Invention du quotidien* et tout particulièrement sur le couple de notions stratégie/tactique, pour observer les différentes controverses et l'action des militants dans leur cadre. L'évolution des pratiques et des discours militants illustre ainsi la complexité des processus informationnels et communicationnels dans les controverses. De plus, l'analyse du couple de notions est révélatrice de tensions et de dynamiques intéressantes au cœur des mouvements environnementaux. Enfin, au-delà d'une simple opposition entre stratégie et tactique, des formes d'hybridation nouvelles émergent, traduisant de nouvelles formes de militantisme.

Mots clés. — stratégie, tactique, OGM, huile de palme, controverse, hybridation

Face à la multiplication des controverses environnementales, dans un contexte d'attention accrue de l'opinion tout comme dans un environnement médiatique changeant, les discours et les pratiques des militants engagés pour la défense de l'environnement évoluent. Ces évolutions au sein d'organisations non gouvernementales – internationales, nationales, voire locales – témoignent d'une volonté des militants à participer aux processus institutionnels, à

faire « entendre leur voix » auprès des décideurs (Suraud, 2006 ; 2007). Cependant, les travaux sur les stratégies de communication sur les sujets sensibles (Oreskes, Conway, 2010 ; Libaert, Allard-Huver, 2014) ont montré une tendance très nette des acteurs défendant un intérêt catégoriel – industriels, lobbyistes voire acteurs institutionnels dans certains cas – à engager des actions de communication et de relations publiques parfois agressives à l'encontre de ces acteurs de la société civile s'opposant à leurs projets ou aux secteurs d'activités qu'ils représentent. Ils leur dénie par là une prise de parole légitimée à laquelle les militants aspirent en particulier sur des activités au cœur de leur engagement, qu'il s'agisse de lobbying institutionnel et gouvernemental ou bien de la sensibilisation de l'opinion (Lebel, Desforges, 2009). On constate ainsi une polarisation accrue entre « pro » et « anti » sur des enjeux environnementaux, et ce tout particulièrement dans le cadre des stratégies de communication déployées. Quelles sont alors les réponses produites par les acteurs militants et les associations dans ce contexte agonistique ?

En nous appuyant sur un corpus théorique en communication environnementale et sur les controverses (Bernard, 2011 ; Chateauraynaud, Torny, 1999 ; Libaert, 2010), des travaux précédents sur les discours en controverses (Allard-Huver, 2016a), mais également sur les réflexions développées par Michel de Certeau dans *L'Invention du quotidien* (1980), nous proposons d'observer les discours, les pratiques info-communicationnelles et les processus de médiation développés par les militants dans les controverses environnementales, au prisme d'une réflexion sur la tension entre *stratégie* et *tactique*. De plus, nous remettons en contexte ces éléments avec la sociologie des mouvements sociaux et des mobilisations collectives (Tilly, 1986 ; Neveu, 1996). Ces approches nous permettent d'observer la construction de pratiques et discours militants, adossés à des stratégies de communication et de relations

publiques, sous un angle différent, et penser l'inscription de leur lutte dans une relation qui traduit la complexité des rapports de force à l'œuvre et des processus communicationnels autour des objets environnementaux (Jeanneret, Almeida, Cheveigné, 2005).

Nous avons choisi dans ce travail d'observer les stratégies et les tactiques de certaines associations sur le terrain de deux controverses, les nouvelles techniques de production de plantes (en anglais *new plant breeding techniques*, NPBT), au cœur de la controverse des Organismes génétiquement modifiés (OGM), et l'huile de palme. Bien que traitant d'objets environnementaux différents, ces controverses mettent en branle un ensemble complexe de dimensions sociales, institutionnelles et se reflètent également directement dans la vie des individus, qu'elles questionnent leurs choix, leurs engagements et leurs habitudes – bien souvent de consommateurs – ou qu'elles les mettent en face de leurs contradictions dans une perspective réflexive (Allard-Huver, 2016b). Par ailleurs, la médiatisation de ces controverses fournit également un terrain d'analyse riche et propice à une réflexion autour des prises de paroles et des récits qui se construisent dans le cadre de la circulation de ces objets environnementaux au sein de la sphère publique. Plus encore, la polarisation autour de ces objets génère de véritables polémiques voire des « affaires », d'importantes sources de discours traduisant le caractère idéologique et agonistique de certains sujets.

Centré sur deux polémiques au long cours, le terrain de cette étude est double et se concentre sur les pratiques et les discours d'ONG environnementales françaises et de leurs militants. En premier lieu, nous analysons la polémique qu'a suscité l'examen des NPBT au sein du Haut conseil pour les biotechnologies (HCB) et la polémique suscitée par la démission du scientifique Yves Bertheau, membre du Comité scientifique (CS), en février 2016, suivie par

celles des associations environnementales membres du Comité économique, éthique et social (CEES), jusqu'à la publication de l'avis du HCB en novembre 2017. Le deuxième terrain de notre analyse est celui de la campagne lancée tout au long de l'année 2017 par l'ONG les Amis de la Terre et un réseau d'associations environnementales locales pour dénoncer la présence d'huile de palme dans les carburants. Cette campagne culmine avec des actions « coup de poing » à l'automne 2017. Le corpus de cette étude regroupe différentes formes de discours. D'une part, des « discours institutionnalisés » : supports de communication et documents produits par les ONG (communiqués de presse, dossier de presse, publications sur les réseaux socio-numériques, prises de paroles dans les médias). D'autre part, des « discours militants » : messages, commentaires et échanges sur les réseaux socio-numériques faits par les militants et sympathisants des ONG à l'occasion des campagnes lancées par les associations ou lors des controverses. Enfin, une partie du corpus se porte également sur l'attention accordée à ces deux controverses au sein des médias traditionnels, de la presse en ligne ou sur certains sites d'information dédiés aux enjeux environnementaux.

La méthodologie que nous avons choisie pour analyser les deux controverses s'appuie sur des approches développées dans nos précédents travaux, en particulier l'analyse de « l'affaire Séralini », et s'attache à observer en quoi les controverses « impliquent une très forte production de discours, inscrits dans des textes, matérialisés par des documents et portés par des médias, en particulier, les médias informatisés » (Allard-Huver, 2015 :229). Dans ce travail, nous nous attacherons tout particulièrement à deux points. En premier lieu, notre lecture des rapports entre stratégie et tactique dans l'œuvre de Michel de Certeau, nous permet de qualifier les différentes pratiques et des discours des militants tout comme la manière dont ils mobilisent des « répertoires d'action collective » (Tilly, 1986) qui, toutes choses étant

égales par ailleurs, combinent différentes formes d'actions et de prises de paroles militantes. Ensuite, les textes produits – au sens de « configurations de signes de nature différente : langue, écriture, image, forme visuelle, etc. » (Jeanneret, Almeida, Cheveigné, 2005) – sont abordés au travers de leur production, leur circulation et les médiations mises en place par les acteurs engagés dans les controverses. Ici, quatre niveaux d'analyse ont ainsi retenu notre attention : les discours tenus par les acteurs qui témoignent de leurs représentations sur ces sujets ; les textes qui matérialisent ces discours et qui portent la marque des stratégies rhétoriques et communicationnelles déployées par les acteurs ; les documents qui à leur tour portent ces textes et qui s'inscrivent dans un jeu d'énonciation et de pouvoir éditorial particulier ; enfin, les médias qui permettent à ces différents documents de circuler avec leurs enjeux propres, avec les dynamiques qui font qu'un discours, un texte ou un document, circule ou ne circule pas, et s'inscrit dans un jeu de pouvoir entre acteurs.

Ainsi, nous observons, dans un premier lieu, les polémiques récentes au cœur de notre terrain pour interroger l'évolution des pratiques et des discours militants dans les controverses. Ensuite, nous reviendrons plus précisément sur les réflexions proposées par Michel de Certeau autour du couple de notions « stratégie » et « tactique », révélatrice de tensions et de dynamiques intéressantes. Enfin, ces différents éléments nous permettent de questionner une hybridation possible des pratiques et des discours de résistance dans les controverses environnementales.

Controverses au long cours, polémiques récentes

Le terrain de notre analyse présente deux polémiques récentes au sein de deux controverses déjà installées au sein de l'opinion publique et des médias. Dans un contexte de légitimation de leur action dans la sphère publique, un nombre important d'associations environnementales s'engage dans un travail de participation et de co-construction du débat public, en s'inspirant bien souvent des enjeux de la démocratie technique (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001). Elles participent notamment aux instances en charge de la gestion, de l'évaluation des risques, ou bien cherchent à se faire reconnaître comme représentants d'intérêts auprès des parlements avec des résultats parfois mitigés voire une instrumentalisation latente (Allard-Huver, 2016a). En réalité, une part importante des discours et des pratiques militants a pour objectif aujourd'hui de contrer les stratégies de communication des groupes auxquels les acteurs de la défense de l'environnement s'opposent. Le différentiel de moyens – économiques, humains, médiatiques, politiques – conduit souvent les acteurs militants à faire preuve d'ingéniosité pour défendre leurs intérêts – dans une sorte de « David contre Goliath » modernisé – et donc de nourrir les nouveaux discours des luttes environnementales (Libaert, Pierlot, 2015). Plus encore, face à des acteurs privés et institutionnels déployant des stratégies de communication organisées et ayant un accès facilité aux médias et aux politiques, les associations environnementales doivent souvent faire montre d'imagination pour espérer intéresser les médias et ainsi convaincre du bien-fondé de leur action. Les tactiques qui en résultent se sont souvent avérées payantes et inspirent toute une veine de pratiques de communications et de médiations, comparable à du *guérilla marketing*. Certains exemples les plus remarquables ont fait office de précédents et ont engendré de véritables changements paradigmatiques dans les réponses stratégiques des entreprises (Boistel, 2013).

Nonobstant ces différents processus, force est de reconnaître que le travail complexe, mobilisant de nombreuses formes d'actions de communications et de prises de paroles dans l'espace public, s'inscrit pleinement dans un mouvement de reconnaissance et de légitimation des organisations comme partenaires incontournables auprès de l'opinion et des instances décisionnaires. Cette légitimation résulte d'un effort interne de constitution associative et de structuration qui s'accompagne, à l'externe, d'une stratégie de communication cohérente et construite pour favoriser la reconnaissance sociétale. Cependant, ces stratégies de reconnaissance et de participation qui concrétisent un processus de légitimation institutionnelle et sociétale ne doivent pas faire oublier qu'une partie de ces associations se sont construites dans la lutte, l'opposition, la dénonciation voire, pour certaines, une tradition de la désobéissance civile comme identité profonde du mouvement auprès de ses adhérents et sympathisants (Tilly, 1986).

Les nouvelles techniques de production de plantes : OGM ou non ?

Ainsi la controverse autour des OGM est-elle un exemple canonique – voire un contre-exemple dans le cas des concertations – d'une controverse installée durablement et mêlant des enjeux globaux (Foyer, 2008). C'est aussi une controverse qui a polarisé et installé dans l'espace public un nombre important d'acteurs militants, organisés ou non, tout en leur permettant d'expérimenter des formes d'expression et de prises de parole au rayonnement important dans les médias et la société (Joly, Marris, Hermitte, 2003). Autour de cet objet environnemental se structurent plusieurs groupes et catégories d'acteurs. D'un côté, un certain nombre d'acteurs scientifiques, du monde agricole, industriels et institutionnels, sont attachés

à la possibilité de l'utilisation, de l'expérimentation scientifique et de l'inscription des OGM dans des politiques agricoles spécifiques. De l'autre côté, un certain nombre d'acteurs scientifiques, du monde agricole – se réclamant souvent d'une vision paysanne de l'agriculture –, et des militants organisés dans des associations spécifiques ou bien de défense de l'environnement s'opposent à l'utilisation des OGM. Ces derniers demandent un travail d'analyse scientifique plus poussé sur leurs effets voire s'attaquent, pour certains, directement aux cultures.

Au sein de la controverse scientifique au long cours sur les OGM, la question des NBPT a récemment suscité une polémique importante au sein du HCB. Cet ensemble de techniques hétérogènes vise à modifier le code génétique d'une plante en forçant son évolution ou en sélectionnant en son sein des fragments intéressants permettant d'améliorer, par exemple, la résistance à certains parasites ou la tolérance à des pesticides¹. Cependant, ces techniques suscitent encore de nombreuses interrogations concernant leur fiabilité et leurs effets potentiels sur l'environnement. Les acteurs traditionnellement engagés dans la controverse sur les OGM s'affrontent alors sur un point réglementaire crucial, à savoir si les plantes issues des NBPT doivent être considérées comme des OGM – et tombent ainsi sous le coup d'une législation lourde et complexe – ou si elles doivent être simplement considérées comme de nouvelles variétés. La France a été chargée par ses partenaires européens d'évaluer la question de la réglementation ou non des « nouvelles » techniques que les militants et opposants

¹ Accès : <http://www.hautconseildesbiotechnologies.fr/fr/actualite/hcb-rend-son-avis-sur-npbt>. Consulté le 26/01/2018.

historiques aux OGM qualifient de « Nouveaux OGM » ou « OGM cachés »². Dans ce cadre, le HCB devait rendre un avis au gouvernement français début 2016, un texte devant servir de base à une réglementation européenne sur le sujet. Cependant, en février 2016, Yves Bertheau, un des scientifiques du conseil scientifique, démissionne suite à la « censure » d'un avis divergent³. Cette démission est le point de départ de la polémique entre le HCB, les associations de la société civile et paysanne membres du CEES et le gouvernement. S'en suit alors un nombre important de commentaires dans les médias, des communiqués de presse et des lettres ouvertes et/ou rendues publiques, en particulier les notes d'Yves Bertheau qui éclairent sur le fonctionnement ou plutôt les dysfonctionnements du HCB⁴. En marge de ces textes produits, on retrouve également un nombre important de manifestations qui visent à critiquer le manque de transparence du HCB, voire l'échec même des formes de gouvernances mises en place. Ces manifestations s'inscrivent de fait dans une stratégie médiatique construite autour d'une habile utilisation de la tactique par les militants et les associations membres du CEES pour reprendre le pouvoir, en faisant justement usage d'un pouvoir de résistance (Proulx, 1994 : 194).

² Accès : http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/04/06/inquietudes-et-controverse-autour-des-nouveaux-ogm_4897272_3244.html. Consulté le 26/01/2018.

³ Accès : <https://www.pourlascience.fr/sd/agronomie/nouveaux-ogm-le-debat-est-manipule-9111.php>. Consulté le 26/01/2018.

⁴ Accès : <https://www.infogm.org/5903-france-hcb-raison-demission-scientifique-ogm-nbt>. Consulté le 26/01/2018.

Les « nérocarburants » au cœur de la controverse sur l'huile de palme.

Après la dénonciation « choc » des conséquences de la déforestation, liée à l'exploitation des palmiers, sur les orangs-outans indonésiens – notamment la campagne contre les Kit Kat de Nestlé par Greenpeace en 2010 (Libaert, Pierlot, 2015 : 173-176) et les multiples échecs de la « taxe Nutella » depuis 2012 –, la controverse autour de l'huile de palme a connu plusieurs phases de médiatisation et s'est installée dans l'esprit du public. Une phase de concertation et de participation entre les associations environnementales et les acteurs industriels a pu être lancée et a abouti notamment à la création d'une filière de production qualifiée de « durable » ainsi que de certifications « physiques » ou « papiers ». Si certaines associations comme WWF ont été pionnières dans cette stratégie de collaboration et d'accompagnement des entreprises, d'autres associations la critiquent et considèrent qu'il s'agit d'une simple caution de l'industrie⁵, contribuant au greenwashing ou écoblanchiment⁶. De même, de nombreux experts pointent l'inefficacité de la certification *Roundtable on Sustainable Palm Oil* (RSPO) pour protéger les orangs-outans ou lutter efficacement contre la déforestation (Ruyschaert, 2013). Les véritables « gagnants » de cette stratégie d'alliance sont les acteurs industriels qui bénéficient d'une certification à moindre coût et traduisent par là une logique véritable de la domination en prenant « appui sur l'argument d'un changement perpétuel, en se réservant toutefois le privilège de l'interpréter, et en se donnant par-là la possibilité de l'impulser dans une direction favorable au maintien des asymétries et des formes d'exploitation existantes » (Boltanski, 2009 : 2003). Ainsi, entre les différentes associations qui s'emparent de cette

⁵ Accès : <https://lhuiledepalmenon.blogspot.fr/2014/11/rspo-6-millions-dha-de-forets-rases.html>. Consulté le 26/01/2018.

⁶ Accès : <http://lhuiledepalmenon.blogspot.fr/2014/07/lalliance-francaise-pour-une-huile-de.html>. Consulté le 26/01/2018.

controverse, les choix ne sont pas uniformes et certaines d'entre elles, loin d'entrer dans une stratégie d'accompagnement des acteurs industriels, préfèrent rester dans le registre de la dénonciation ; ce sont elles que nous observons ici.

Notre deuxième terrain se centre ainsi sur la polémique la plus récente au cœur de la controverse environnementale de l'huile de palme, celle qui concerne la présence d'huile de palme dans les biocarburants. Tout au long de l'année 2017, un collectif d'associations et de militants s'est lancé dans une campagne de lutte contre la présence d'huile de palme dans les biocarburants. En effet, si la médiatisation concerne majoritairement la présence de l'huile dans les produits alimentaires et les conséquences liées à la déforestation, face à la popularisation des biocarburants – notamment le super E-10 – une part importante de la proportion d'huile de palme produite se retrouve transformée en bioéthanol et incorporée aux carburants. Pour certaines associations environnementales, l'essence obtenue est qualifiée de « nérocarburant », car contribuant à la disparition des orangs-outans d'Indonésie. Un collectif d'associations, « Nopalme », se réunit ensuite autour de l'association Les Amis de la Terre pour s'opposer à l'utilisation des « nérocarburants » et s'engage dans une série d'actions mêlant tactiques de guérilla marketing et stratégie de communication. La lutte contre les « nérocarburants » se présente de prime abord comme une campagne de communication classique, avec la constitution d'un dossier de presse « STOP À L'HUILE DE PALME DANS NOS CARBURANTS » et l'envoi de lettres demandant aux principaux distributeurs de s'engager à « mettre fin à l'utilisation d'huile de palme dans nos carburants »⁷. Ce dossier détaille le calendrier des actions, mais apporte également des

informations sur les premiers engagements de certains acteurs de la grande distribution : « Systèmes U et Leclerc ont déjà pris des mesures ». Ce dossier correspond en tout point aux « outils classiques » de la communication organisationnelle et traduit une professionnalisation des prises de paroles et des formes de luttes, adoptées depuis de nombreuses années par certaines associations environnementales (Libaert, Pierlot, 2015). Cependant, loin d'être le seul élément déployé, le dossier et la campagne de communication s'accompagnent d'actions délocalisées, coups de poing, diffusées sur les réseaux sociaux et organisées par des groupes et des associations locales dont certains membres sont déguisés en orangs-outans.

Ces deux terrains, nous permettent ainsi d'observer des objets environnementaux qui tout en traitant de sujets différents, convoquent « plusieurs logiques et plusieurs rhétoriques renvoyant à plusieurs principes de légitimité [...] politique, scientifique, éthique, économique et même esthétique » (Jeanneret, Almeida, Cheveigné, 2005 : 7). Ces dimensions sont au cœur des actions et des discours des associations environnementales engagées dans la lutte contre les OGM et l'huile de palme. Nous observons sur ces deux terrains la construction d'identités militantes et de représentations nouvelles à la fois au niveau des collectifs – associations, fédérations ou regroupements/alliances temporaires autour d'une thématique – et au niveau des trajectoires individuelles des militants au sein des collectifs (Neveu, 1996 : 78). Plus encore, pour comprendre les différentes formes d'actions des militants, nous nous appuyons ici sur une acception forte de la notion de répertoire, c'est-à-dire comme « l'hypothèse d'un choix délibéré chez ceux qui revendiquent, entre des modes d'action bien définis, les possibilités de choix et les choix eux-mêmes changeant essentiellement en fonction des conséquences des choix précédents » (Tilly, 1984 : 99). Ainsi, bien que les controverses divergent dans leur historicité et les trajectoires des militants en leurs seins, les

⁷ Accès : http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/dossier_de_presse_palme_web.pdf. Consulté le 26/01/2018.

moyens choisis pour l'action collective puisent au « répertoire » des actions possibles pour les groupes et nous permettent alors d'appréhender ces mouvements dans une tension entre *stratégie* et *tactique*.

Associations et militants, entre stratégie et tactique

Les travaux de Michel de Certeau sont mobilisés ici dans le cadre de la réflexion autour du couple de notions « stratégie »/« tactique » et de sa résonnance avec des processus informationnels et communicationnels que nous avons observée lors de différents travaux sur les controverses, traduisant des jeux de pouvoir et des rhétoriques militantes (Cefaï, 2016). En effet, dans *L'Invention du quotidien*, Michel de Certeau (1980) observe les différentes rationalités à l'œuvre dans les relations aux pouvoirs. Il met l'accent sur la distinction entre stratégie et tactique, la *stratégie* étant « le calcul des rapports de forces qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir est isolable d'un "environnement" », *a contrario* de la tactique qui, elle, est « un calcul qui ne peut pas compter sur un propre, ni donc sur une frontière qui distingue l'autre comme une totalité visible. La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Elle s'y insinue, fragmentairement, sans le saisir en son entier, sans pouvoir le tenir à distance » (*ibid.* : 60-61). Au-delà de cette distinction qui nous a semblé intéressante à plusieurs titres, nous mobilisons les concepts avancés par le penseur jésuite dans leur pertinence et leur actualité pour observer les discours, les énonciations, les récits et la parole des acteurs autour des controverses. Plus précisément quatre éléments nous intéressent ici.

La nature « polémologique » des « manières de faire » de certaines associations environnementales

En premier lieu, comme le remarque Michel de Certeau (*ibid.* : 56-57), l'analyse de la stratégie et de la tactique se fait dans le contexte d'une analyse des rapports de force entre « forts » et « faibles », elle est de nature même à questionner le « polémologique » : « Il s'agit de combats ou de jeux entre le fort et le faible, et des "actions" qui restent possibles au faible ». Or, une partie du discours construit par les acteurs associatifs et les militants se fait justement dans une opposition qu'ils jugent disproportionnée entre des acteurs qui seraient en position de force (politique/économique/médiatique) et eux-mêmes disposant de moyens moindres (Libaert, Pierlot, 2015). De plus, les pratiques des « faibles » s'inscrivent dans une volonté de résistance, dans l'usage de ruse, de braconnage, ce qui correspond non seulement à la nature de certaines des actions entreprises que nous analysons plus loin, mais également aux registres du discours mobilisé par ces acteurs.

Ainsi, entre mi-octobre et début novembre 2017, les actions menées dans le cadre de la campagne des Amis de la Terre, illustrent bien la volonté de jouer sur les rapports faibles et forts entre les acteurs. Face aux distributeurs qui ne se sont pas engagés par écrit à travailler avec l'association environnementale pour stopper leur vente de « nérocarburants », les militants changent de pratique. Ils utilisent alors cette fois-ci des actions tactiques, non annoncées à l'avance, en envahissant le « lieu de l'autre » et en interpellant les

consommateurs qui viennent acheter du carburant. Le groupe Carrefour est particulièrement visé avec des militants qui n'hésitent pas à manifester devant le siège du groupe⁸.

Les dynamiques et les tensions au prisme des « tactiques » et des « stratégies »

En deuxième lieu, la distinction stratégie/tactique permet d'observer les dynamiques à l'œuvre dans la légitimation des acteurs et de leurs paroles autour des controverses, notamment l'épaisseur sociohistorique de certaines prises de paroles et la complexité des évolutions des pratiques et des structures associatives. Certaines semblent ainsi s'inscrire pleinement dans une logique dialogique entre, d'un côté, la volonté de perturber le jeu d'acteurs économiques installés, et de l'autre, la volonté d'être reconnues comme structures à part entière et donc de construire « un lieu à l'épreuve du temps ». En effet, si certaines organisations semblent s'être construites au départ sur la tactique et la volonté de « saisir au vol » des opportunités pour s'imposer dans le débat public, nombre d'entre elles se sont également construites autour d'une stratégie de légitimation, de structuration organisationnelle, voire historiquement dans une logique de communication marketing (Dacheux, 1997). Ce double mouvement peut parfois conduire à des tensions et notamment à des rejets d'une part des acteurs militants qui ne se reconnaissent plus dans les actions et les stratégies d'un acteur « installé ».

Ainsi, dans le cadre de la polémique au HCB, lorsque le vice-président du CEES, Patrick de Kochko, dénonce l'échec de la stratégie de la participation et l'idée que la participation n'a

servi qu'à donner une apparence de gouvernance : « Il ne m'est plus possible d'observer, sans pouvoir au moins m'y opposer officiellement, ces grandes manœuvres⁹ ». Ce faisant, il prépare la démission des autres associations du CEES en l'inscrivant dans un récit où, symboliquement, les acteurs réfutent la place qui leur a été attribuée par l'ordre public, où le « cadrage des acteurs » (Cefaï, 2016) évolue afin de mieux profiter de « l'effritement des stabilités locales » (Certeau, 1980 : 63). Au-delà de ces manifestations de colère, voire du constat d'échec, les associations démissionnaires sont dans une stratégie institutionnelle très maîtrisée : dépôt d'un recours devant le Conseil d'État, saisine de la Cour de justice européenne, lettre ouverte au ministre avec conditions préalables à un retour, etc. Comme le dit Michel de Certeau (1980 : 60), la tactique « utilise les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire. Elle y braconne. Elle y crée des surprises ». La démission, les manifestations sont autant de « surprises » qui permettent de réinvestir la stratégie de l'autre.

Du dire au faire des militants

Dans un troisième temps, dans une ligne de réflexion proche de Paul Ricœur (1977 : 9) pour qui « l'action signifiante est comme un texte offert à la lecture », Michel de Certeau fournit un espace de réflexion important sur la manière dont la parole des militants et leurs discours se construisent, s'énoncent et s'actualisent au travers de leurs actions. Elles sont autant de « performances » et de situations d'énonciation, traduisant à leur tour « une appropriation, ou une réappropriation, de la langue par des locuteurs » (Certeau, 1980 : 56), ce qui se rattache

⁸ <http://www.amisdela terre.org/Action-Huile-de-palme-le-5-novembre-chez-Carrefour.html>

⁹ Accès : http://www.semencespaysannes.org/lettre_demission_bureau_hcb_patrick_kochko_115-actu_338.php. Consulté le 26/01/2018.

précisément à la dimension cognitive et structurante des mouvements sociaux (Neveu, 1996 : 100). Le discours partagé, la langue partagée, lors des « pratiques » militantes sont des moments structurants, mais également risqués pour les groupes qui traduisent un *faire* : « Produire de la langue et modifier la dynamique d'une relation » et un *dire* qui est « un usage de la langue et une opération sur elle » (Certeau, 1980 : 56), et donc potentiellement une opération sur les cadres idéologiques qui structurent l'action collective.

L'analyse des textes produits par les associations lors des polémiques est extrêmement intéressante à ce titre. Par exemple, le communiqué de presse des Amis de la Terre publié à l'occasion de la démission de l'association du CEES du HCB propose un récit qui fait montre d'une réflexivité pertinente sur l'action collective des associations environnementales dans leur participation aux instances du HCB : « L'art de raconter des histoires permet d'endormir, toutefois il est temps de penser au réveil, le vote de ce rapport rend chacun responsable de ce qui disparaît entre les lignes¹⁰ ». Après avoir joué le jeu de la participation et de la concertation, s'être inscrites dans le registre de la stratégie et dans le « lieu de l'autre », les associations construisent le récit de leur démission comme celui d'une (re) prise de liberté de parole pour critiquer le système et son fonctionnement. Comme le rappelle Mathieu Quet (2015), si l'analyse des controverses puise fortement dans le registre narratif, force est de constater que ce même registre est constitutif des discours et de la prise de parole des militants pour structurer leur action.

Des actions de résistances face à la consommation

En dernier lieu, *L'Invention du quotidien* fournit, outre une analyse très détaillée de la consommation des biens culturels, une réflexion globale sur la consommation et notamment sur les écarts qui existent entre ce qui est imposé et ce qui est fait, c'est-à-dire des usages comme « travail fourmilier de la consommation » (Certeau, 1980 : 52). En cherchant la circulation des controverses environnementales dans l'espace public, face à un public (Lemieux, 2007), les militants cherchent à remettre le consommateur dans une posture réflexive face à la consommation des produits, voire à soulever des enjeux culturels au sens fort au cœur de la pratique de consommation (Allard-Huver, 2016b). On peut se demander si les actions des ONG, lorsqu'elles sont le plus inscrites dans la *tactique*, ne cherchent pas avant tout à révéler ou proposer des « modèles d'action caractéristiques des usagers », c'est-à-dire des « manières de braconner » (Certeau, 1980 : 36).

En effet, dans le cas des « nérocarburants » toute la stratégie des Amis de la Terre est de mobiliser les consommateurs pour faire pression sur les distributeurs. L'analyse des communications sur les réseaux socio-numériques présente plusieurs types de textes intéressants dans le cadre de notre analyse. D'une part, des messages postés sur les différents groupes de militants à travers la France rappellent l'intérêt d'une mobilisation large s'appuyant sur les consommateurs tout en célébrant l'action des militants :

¹⁰ Accès : http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/lettre_ouverte_aux_membres_du_hcb.pdf. Consulté le 26/01/2018.

« Ce matin, les Amis de la Terre occupent une station-service carrefour (Gresy sur Aix 73) pour dénoncer la présence d'huile de palme dans le gazole. En sensibilisant les consommateurs et les salariés par cette action, nous demandons à carrefour de ne plus se fournir en gazole contenant de l'huile de palme¹¹ ».

D'autre part, lors de chaque action les militants déguisés en oranges-outans proposent aux clients des différentes enseignes de faire des « selfies » avec eux¹². Ils utilisent différents cadres reprenant les messages de l'association comme « STOP à l'huile de palme dans nos carburants¹³ » ou « Stop aux huiles de palme¹⁴ » et présentant différents dessins de palmiers, de fleurs ou des autocollants du visuel de la campagne. Ces selfies permettent de jouer avec le public présent, de l'associer positivement tout en suscitant sa réflexion sur ses pratiques de consommation.

Ces différents apports de l'œuvre de Michel de Certeau, ne constituent pas une lecture exhaustive et ne sauraient être utilisés de manière « figée » voire totémique, mais nous permettent d'observer l'objet complexe d'un discours en construction et en recomposition, dans la complexité propre à certains objets sociaux « faits »/« en train de se faire ». L'enjeu a été pour nous de trouver dans ce « cadre analytique » (Proulx, 1994 : 183), comment analyser des espaces construits et objectivables et des temporalités particulières qui surgissent au gré

¹¹ Accès : <https://www.facebook.com/199168197180055/photos/rpp.199168197180055/389129871517219/?type=3&theater>. Consulté le 26/01/2018.

¹² Accès : <https://www.facebook.com/amisdelaterrefrance/photos/a.362211893813043.94179.270906709610229/1700856706615215/?type=3&theater>. Consulté le 26/01/2018.

¹³ Accès : <https://www.facebook.com/199168197180055/photos/rpp.199168197180055/394657317631141/?type=3&theater>. Consulté le 26/01/2018.

¹⁴ Accès : <https://www.facebook.com/amisdelaterrefrance/photos/a.362211893813043.94179.270906709610229/1707012285999657/?type=3&theater>. Consulté le 26/01/2018.

des sujets, ce qui les rend parfois complexes à analyser, et ce d'autant plus dans le cadre de l'espace profondément polémologique des controverses environnementales.

Vers une hybridation des pratiques et des discours de résistance ?

Si on observe ces différentes luttes dans leur ensemble au travers du cadre analytique posé par Michel de Certeau, on peut constater une forme d'*hybridation* dans l'utilisation de la stratégie et de la tactique. En effet, d'un côté les militants s'engagent dans le respect des institutions par une stratégie d'information, ouverte à la participation et suivant les normes posées par l'ensemble des parties prenantes, comme c'est le cas pour la participation aux instances du HCB. De l'autre côté, ils n'hésitent pas à perturber les acteurs industriels, mais également à susciter le réveil des consommateurs et donc leur potentiel de résistance et d'engagement dans la lutte, dans le cas des « nérocarburants » par exemple. Cette hybridation n'est pas sans rappeler que les associations s'inscrivent dans un « continuum » et ne puisent pas à un seul « répertoire », mais plutôt dans des « réservoirs pratiques, individuel et/ou collectif, à la fois immense et situé socialement et historiquement, dont disposent les agents sociaux pour nommer, affronter et surmonter ce qui leur arrive » (Offerlé, 2008).

Dans le cas de la polémique autour des NPBT, les associations démissionnaires font usage de plusieurs types d'opérations de leur répertoire d'action, allant de la perturbation¹⁵ aux recours administratifs tout en négociant avec l'institution des « modifications importantes de la

¹⁵ Accès : <https://www.infogm.org/5928-france-ogm-hcb-et-societe-civile-quelle-coexistence>. Consulté le 26/01/2018.

gouvernance du HCB et de son fonctionnement interne pour permettre, entre autres, la poursuite de la réflexion sur les aspects éthiques de l'évaluation¹⁶ ». Dans ce cadre, lorsque la stratégie de concertation n'aboutit pas, les associations retournent la perspective à leur avantage : elles deviennent garantes de la mission originelle de l'institution face « à l'usure du temps » (Certeau, 1980 : 63) et face à des acteurs qui ne respectent plus les règles du jeu de la concertation. Sur le terrain de l'huile de palme, tout en anticipant la participation et l'engagement de certains distributeurs, le collectif d'association avait néanmoins prévu des actions sur le terrain contre les distributeurs récalcitrants. Les documents produits dans le cadre d'une stratégie de communication, comme le dossier de presse, restent ainsi vagues sur les « représentants de distributeur » qui participeront à la table ronde du 27 novembre 2017, finalement annulée¹⁷. De plus, les actions sur le terrain sont réintégrées dans la stratégie « classique » : lorsqu'un directeur de magasin, sous la pression des militants qui ont envahi sa station-service, accepte de signer une lettre d'engagement, celle-ci est diffusée sur les réseaux sociaux et sert à renforcer la pression contre le siège de l'enseigne. Cet usage est clairement tactique, profitant d'une « occasion » et utilisant « les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire » (*ibid.* : 61), mais toujours pour être réintégrées dans la stratégie d'où sont gérées « les relations avec une extériorité de cibles ou de menaces » ; ici, la page Facebook de l'association nationale qui centralise et publicise les actions. En somme, ces associations font usage de *tactique avec stratégie*.

Conclusion

Au travers de ces cas, nous avons pu constater une forme d'inventivité dans les pratiques et les discours des militants dans les controverses environnementales. Si l'utilisation de tactiques a toujours été le fait de certains militants, on se rend compte que les associations et les militants jouent sur les lignes, les formes et les outils d'engagement et de résistance. Ils n'hésitent plus à combiner stratégies de participation et actions de dénonciations ; ils mêlent information et concertation avec irruption et disruption ; ils combinent actions fédératrices sur le terrain avec présence active sur les réseaux sociaux numériques. Nonobstant, l'adaptation à un environnement médiatique changeant, plusieurs éléments peuvent expliciter les raisons qui poussent ces associations à changer leurs pratiques ou revenir à des formes d'actions délaissées.

D'une part, on constate que cette hybridation est souvent une forme de réponse face au risque d'une certaine usure ou lassitude du public et des médias face aux formes « classiques » d'interpellation voire à la tendance au *slacktivism* sur les réseaux (Molotov, 2014). Ainsi, les actions « tactiques » des ONG rappellent au consommateur qu'il a le pouvoir de résister, de ruser, de braconner avec les usages qu'on voudrait lui voir adopter. Face aux produits de consommation, il peut réaffirmer son indépendance et son libre arbitre, par le refus de consommer ou par des pratiques de consommation alternatives et différentes. Les militants des controverses environnementales sont alors au cœur de la réflexion de Michel de Certeau (1980 : 240-241), pour qui ces actions sur le *dire* et le *faire* sont directement inscrites dans des rapports de force polémologiques et pour qui la représentation des consommateurs en « moutons » n'est pas acceptable. En effet, l'enjeu pour certains acteurs militants est de

¹⁶ Accès : <https://www.greenpeace.fr/nouveau-ogm-maintenons-demission-hcb>. Consulté le 26/01/2018.

¹⁷ Accès : http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/dossier_de_presse_palme_web.pdf. Consulté le 26/01/2018.

produire des textes et des discours à même de circuler au travers des réseaux socionumériques, d'être repris par les médias traditionnels voire d'imposer leurs propres médias. Ces tactiques fondent leur puissance dans leur caractère disruptif et la transgression des normes communicationnelles. Les militants n'hésitent pas à parodier, moquer, critiquer et s'appuyer sur les discours et les documents produits par leurs adversaires pour marquer l'opinion tout en contournant les acteurs traditionnels de la médiation des savoirs. Cette tendance traduit bien une tactique, au sens donné par Michel de Certeau, en ce que les processus communicationnels qui en résultent « misent sur une habile *utilisation du temps*, des occasions qu'il présente et aussi des jeux qu'il introduit dans les fondations d'un pouvoir » (*ibid.* : 63). Cependant, si les ONG et les associations environnementales peuvent tirer des bénéfices temporaires voire susciter un « buzz » sur les sujets qu'elles portent, à mesure qu'elles construisent leur discours et l'inscrivent dans le temps long, produire une stratégie devient essentiel.

D'autre part, la tension avec la stratégie dans les pratiques et les discours ne se fait pas uniquement dans une perspective agonistique extrinsèque, elle résulte aussi de mouvements et de questionnements de fond des acteurs militants. En effet, afin de pouvoir poursuivre la lutte et espérer faire monter en généralité un sujet dans l'opinion, il est nécessaire de construire un discours et des savoirs qui ne soient pas simplement les éléments d'une polémique médiatique, mais bien des contributions reconnues au débat ouvert par la controverse (Amossy, Burger, 2011). Il s'agit alors, pour les associations et les ONG de faire preuve de stratégie c'est-à-dire de se construire « comme un *propre* et donc de servir de base à une gestion de ses relations avec une extériorité distincte » et d'être ainsi capable de « capitaliser ses avantages, préparer ses expansions et assurer une indépendance par rapport aux

circonstances » (Certeau, 1980 : 46). Ces stratégies médiatiques s'accompagnent d'une structuration, de l'organisation, de la recherche de financement ou bien encore de la professionnalisation de la communication des militants. Ces transformations font preuve de leur volonté de s'imposer comme acteurs à part entière du débat. Plus encore, en jouant sur cette hybridation entre usages des réseaux socionumériques, campagne de relations publiques classiques et « actions coups de poing », on se retrouve face à une forme de braconnage des codes médiatiques pour remettre la parole des militants au premier plan. Tout en souhaitant faire réagir l'opinion publique, ces actions suscitent à chaque fois la réflexivité à plusieurs niveaux. La question de l'identité militante se construit donc au travers des choix faits qui révèlent selon nous une volonté de se réapproprier un discours sur le militantisme au travers d'usages et de manière de faire, tout en produisant des formes nouvelles d'action collective, des hybridations entre stratégies et tactiques.

Références

- Allard-Huver F., 2015, *La Question de la « transparence » dans l'évaluation et la gestion du risque. L'« Affaire Séralini »*, thèse en science de l'information et de la communication, Université Paris-Sorbonne.
- Allard-Huver F., 2016a, « Environnement et discours d'influence officiels. L'exemple du Comité économique et social européen », pp. 31-46, in : Libaert T., dir., *La Communication environnementale*, Paris, CNRS Éd.

- Allard-Huver F., 2016b, « Les controverses alimentaires, nécessaire adaptation pour de nouvelles pratiques alimentaires ? », pp. 27-46, in : Fumey G., dir., *L'Alimentation demain. Cultures et médiations*, Paris, CNRS Éd.
- Amossy R., Burger M., 2011, « Introduction : la polémique médiatisée », *Semen*, 31, pp. 7-24.
Accès : <https://journals.openedition.org/semen/9072>.
- Bernard de Raymond A., Tétart G., 2010, « Le mouvement des Faucheurs Volontaires d'OGM. La désobéissance civique comme expérimentation de la citoyenneté », Journées Sociologues Inra, Paris.
- Bernard F., 2011, « Communication environnementale et action : enjeux théoriques et pratiques », *Recherches en communication*, 35, pp. 171-184.
- Boistel P., 2013, « Web 2.0. L'entreprise peut-elle encore gérer sa réputation », *Communication*, 31 (1). Accès : <https://journals.openedition.org/communication/3773>.
- Boltanski L., 2009, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard.
- Callon M., Lascoumes P., Barthé Y., 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Cefaï D., 2016, « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30, pp. 25-64.
- Certeau M. de, 1980, *L'Invention du quotidien. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.
- Chateauraynaud F., Torny D., 1999, *Les Sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Dacheux É., 1997, « Greenpeace : entre médias, espace public et marché, quelle logique communicationnelle ? », *Hermès. La Revue*, 21, pp. 191-201.
- Foyer J., 2008, *Diversité naturelle et culturelle face aux défis des biotechnologies : enjeux et controverses au Mexique*, thèse en sociologie, Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3.
- Jeanneret Y., Almeida N., Cheveigné S. de, 2005, *La Place des NTIC dans l'émergence, dans l'appropriation et dans le débat autour d'un objet environnemental : le cas des rejets polluants*, ministère de l'Écologie et du Développement Durable/Ademe, Rapport final Programme « Concertation décision environnement ».
- Joly P.-B., Marris C., Hermitte M.-A., 2003, « À la recherche d'une "démocratie technique". Enseignements de la conférence citoyenne sur les OGM en France », *Nature sciences sociétés*, 11, pp. 3-15.
- Lebel D., Desforges D., 2009, « Les ONG de défense de l'environnement », *Regards croisés sur l'économie*, 2 (6), pp. 59-61.
- Lemieux C., 2007, « À quoi sert l'analyse des controverses ? », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 25, pp. 191-212. Accès : <https://www.cairn.info/revue-mil-neuf-cent-2007-1-page-191.htm>.
- Libaert T., 2010, *Communication et environnement, le pacte impossible*, Paris, Presses universitaires de France.
- Libaert T., Allard-Huver F., 2014, « La communication sur les sujets sensibles au prisme des sciences de l'information et de la communication », *Communiquer*, 11, pp. 81-100. Accès : <https://journals.openedition.org/communiquer/574>.
- Libaert T., Pierlot J.-M., 2015, *Les Nouvelles Luites sociales et environnementales*, Paris, Vuibert.
- Neveu E., 1996, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Éd. La Découverte, 2011.
- Offerlé M., 2008, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e-XXI^e siècles », *Politix*, 1 (81), pp. 181-202. Accès : <https://www.cairn.info/revue-politix-2008-1-page-181.htm>.

Oreskes N., Conway E., 2010, *Les Marchands de doute. Ou comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*, trad. de l'anglais (États-Unis) par J. Treiner, Paris, Éd. Le Pommier, 2012.

Proulx S., 1994, « Une lecture de l'œuvre de Michel de Certeau : *L'invention du quotidien, paradigme de l'activité des usagers* », *Communication*, 15 (2), pp. 170-197. Accès : https://www.persee.fr/doc/comin_1189-3788_1994_num_15_2_1691.

Quet M., 2015, « L'art narratif dans les controverses globales », *Hermès. La Revue*, 3 (73), pp. 39-44. Accès : <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2015-3-page-39.htm>.

Ricœur P., 1977, *La Sémantique de l'action*, Paris, CNRS Éd.

Ruysschaert D., 2013, *Le Rôle des organisations de conservation dans la construction et la mise en œuvre de l'agenda international de conservation d'espèces emblématiques : le cas des orangs-outans de Sumatra*, thèse en sociologie, Université Toulouse 2 Le Mirail.

Surraud M.-G., 2006, « L'espace public. Entre autonomie et institutionnalisation. Le cas d'un débat sur les risques industriels », *Communication*, 24 (2), pp. 9-28. Accès : <https://journals.openedition.org/communication/3353>.

Surraud M.-G., 2007, « Communication ou délibération : les échanges dans la société civile », *Hermès. La Revue*, 47, pp. 177-184. Accès : <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2007-1-page-177.htm>.

Tilly C., 1984, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4, pp. 89-108. Accès : https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1984_num_4_1_1719.

Tilly C., 1986, *La France conteste. De 1600 à nos jours*, trad. de l'anglais (États-Unis) par É. Diacon, Paris, Fayard.

BROUILLON AUTEUR